



COMMUNIQUE DE PRESSE

(Décembre 2025)

Des acteurs du programme nucléaire pour évaluer le soutien aux ENR électriques ...

- Après la fusion à marche forcée de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) avec l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) pour créer l'ASNR (Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection)
- Après la nomination à la Présidence de l'ASNR de l'ancien PDG de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), Maître d'Ouvrage du projet d'enfouissement GIGEO (centre industriel de stockage géologique) dans la Meuse et la Haute Marne,
Le 3 décembre, le Premier Ministre a confié aux anciens PDG d'EDF et DG de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie) une mission sur l'optimisation des soutiens publics aux énergies renouvelables électriques.

Que les dispositifs de soutien financés par le budget de l'Etat soient optimisés n'a rien d'illégitime. Ceux-ci ont d'ailleurs déjà fait et font régulièrement l'objet de nombreux audits (de la CRE, de la Cour des Comptes ...) et d'évolutions pour s'adapter au contexte économique et industriel.

Ah si la filière nucléaire pouvait faire l'objet de tant d'égard et de suivi aussi scrupuleux sur les soutiens financiers qu'elle reçoit (par centaines de millions d'euros) et sur les dérives financières qu'elle connaît sur de nombreux projets actuels (EPRs, ITER, CIGEO ...) ou connaîtra sur ceux à venir (SMR, démantèlements de premières installations ...) ... Mais cela, c'est une autre histoire !

La désignation de l'ancien PDG d'EDF, « bras armé » de la politique nucléaire de l'Etat, pour mener cette mission ne peut que légitimement interpeller et interroger.

Pour le GSIEN
Marc DENIS
Président